



AVIS N° AV20-0003

**Le Conseil national de l'inspection du travail, réuni le 20 novembre 2020**

Vu les conventions n°81 et n°129 de l'Organisation internationale du travail concernant l'inspection du travail dans l'industrie et le commerce de l'agriculture ;

Vu les dispositions du code du travail, notamment en ses articles L.8112-1, L.8112-2, D.8121-1 et D.8121-2 ;

Vu le courrier et ses annexes en date du 21 avril 2020 par lequel l'inspectrice du travail affectée à la section 1 de l'unité de contrôle n° de l'unité départementale de l'a saisi de différents faits qu'elle considère comme relevant d'influences extérieures indues ou comme ayant porté atteinte aux conditions dans lesquelles elle doit pouvoir exercer sa mission ;

Vu les observations du Directeur général du travail en date du 03 août 2020 ;

Vu les observations de la DIRECCTE des en date du 03 juillet 2020 ;

Sur le rapport de MM. Thierry Blay et Pascal Appréderisse ,

**Est d'avis de répondre, à la saisine, dans le sens des observations qui suivent :**

**- Rappel des faits :**

Le 17 mars 2020, Mme la été informée par des membres du CSSCT de l'association métropole que des salariés envisageaient d'utiliser leur droit de retrait.

est une association d'aide à domicile. Les travailleurs craignaient de contaminer les personnes aidées et leur famille en l'absence de reprogrammation de l'activité et de mise à disposition d'équipements de protection.

Le 18 mars, envoie un mail à la directrice générale pour demander des informations sur les mesures prises par l'association pour faire face à la COVID-19.

Compte tenu des réponses insatisfaisantes reçues de la direction, elle l'informe de son intention de mettre en œuvre une procédure de référé, ce qu'elle fait le 27 mars, dans l'après-midi, en l'absence de réponse de l'association.

-L'inspectrice du travail a informé sa hiérarchie (RUD et pôle T) de sa décision d'introduire un référé le 26 mars. Le responsable du pôle T adresse un mail à le même jour en fin de matinée soulevant 2 questions :

- Selon lui, *'le fait de prescrire des mesures à l'association irait au-delà de ses attributions d'inspectrice du travail'*
- L'applicabilité à l'association des articles sur l'exposition des travailleurs à un agent biologique

L'inspectrice du travail répond en retour en argumentant sur les deux points relevés par le responsable du pôle T.

Le lendemain, elle informe sa hiérarchie par mail du dépôt à venir de l'assignation auprès du tribunal et demande des informations sur la procédure à suivre pour le choix de l'huissier et la procédure de paiement.

Le 29 mars, le responsable de l'unité départementale demande où en est la procédure et apprend qu'elle n'a pas encore été traitée. Il propose alors à « *plutôt que la voie du référé, d'explorer la piste de la mise en demeure Direccte* ».

Le 31 mars, informe par mail le responsable d'unité départementale sous couvert du responsable d'unité de contrôle de l'avancement de la procédure.

Le 1<sup>er</sup> avril, après un échange de mails, le responsable d'unité de contrôle apporte son appréciation sur la procédure de référé « *qui ne comporte pas de constat et qui est basé sur une interprétation erronée des textes* ».

Il transmet le même jour aux agents de son unité de contrôle (dont ) un mail du pôle Travail régional relatif aux principes de diffusion et de distribution des masques de protection dans le secteur de l'aide à la personne. Ce mail s'appuie sur le décret n°2020-293 pour recommander la fourniture de masques chirurgicaux (et non FFP2) pour les personnels des structures d'aide à domicile.

Le jour de l'audience, le responsable d'unité départementale transmet à copie du courrier envoyé par le Direccte au président du tribunal judiciaire. Ce courrier a « pour seul objet de rappeler les principes de diffusion et de distribution des masques de protection dans le secteur de l'aide à la personne » et s'appuie sur le décret n°2020-293.

L'action en référé se conclut positivement : le juge ordonne notamment à l'association de faire porter des masques de protection 'appropriés' aux travailleurs.

- **-Saisine :**

Par courrier du 21 avril 2020, Mme saisit le CNIT sur 4 points :

- I. L'intervention directe du DIRECCTE auprès du juge judiciaire par courrier du 1<sup>er</sup> avril, 'quelques heures avant l'audience sans l'avoir informée au préalable, pouvait avoir pour effet de faire échec à certaines de (ses) demandes au juge des référés '
- II. L'intervention des cadres du pôle T relayée par son responsable d'unité de contrôle' pouvait avoir pour effet de dissuader de mettre en œuvre les suites qu'elle avait décidé de donner à ses constats '
- III. Les interventions du responsable d'unité de contrôle et du responsable d'unité départementale pouvaient avoir pour effet de la dissuader de mettre en œuvre les suites qu'elle avait décidé de donner à ses constats '.
- IV. estime que la note de la direction générale du travail du 30 mars 2020 relative aux modalités d'intervention des agents du système d'inspection du travail dans les entreprises apporte des restrictions aux pouvoirs des agents de contrôle.

- **Avis du CNIT :**

**Sur le premier motif**, le conseil national de l'inspection du travail considère que le fait pour le Direccte d'avoir adressé un courrier informatif au juge des référés le jour de l'audience ne peut s'analyser comme une intervention indue.

Cependant, tout en comprenant les difficultés de fonctionnement des services pendant le confinement, interdisant toute réunion physique des protagonistes de cette affaire, le conseil national de l'inspection du travail estime que le fait pour la hiérarchie d'avoir adressé ce courrier au juge des référés sans concertation ni information préalables de l'inspectrice du travail, constitue un dysfonctionnement du système d'inspection du travail.

**Sur le deuxième motif**, le conseil national de l'inspection du travail estime que les échanges initiés par le pôle T et le responsable de l'unité de contrôle avec l'inspectrice du travail constituent des échanges professionnels adéquats. Le fait d'avoir relayé – en urgence - des informations relatives à la doctrine de la DGT à l'ensemble des agents de contrôle, fait partie des obligations de la hiérarchie.

**Sur le troisième motif**, le conseil national de l'inspection du travail considère que la discussion professionnelle entre l'inspectrice du travail et sa hiérarchie était totalement justifiée, d'autant plus dans un contexte inédit de pandémie et de confinement. Toutefois, une fois la décision prise par l'agent de contrôle, celle-ci aurait dû être respectée par sa hiérarchie et non remise en question jusqu'au matin même de l'audience. L'insistance à demander à l'agent de contrôle d'envisager une autre décision et l'absence d'aide pour engager la procédure peuvent s'analyser comme remettant en cause le libre choix des suites qui appartient à l'agent de contrôle.

**Sur le quatrième motif**, le conseil national de l'inspection du travail estime que la note DGT du 30 mars 2020 qui avait pour objet d'organiser l'action du système d'inspection du travail pendant la phase de confinement constitue un document de portée générale, postérieur au déclenchement de l'affaire et donc sans effet, que ce soit sur le déroulement ou la conclusion de l'affaire.

Le présent avis a été adopté à la majorité des membres présents du Conseil.

Fait et délibéré dans la séance du 20 novembre 2020 où siégeaient M. Patrick QUINQUETON, Mme Camille GOASGUEN, Mme Marie-Caroline BONNET-GALZY, M. Pascal APPREDERISSE, M Anthony SMITH, M Thierry BLAY.

Le Président,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'P. Quinqueton', with a long horizontal stroke extending to the right.

Patrick QUINQUETON